

le Mexique et l'Europe, dès le moment où ils envisagent un tel projet.

À cette fin, mes fonctionnaires travaillent en étroite collaboration avec les responsables du programme « Pour réussir à l'étranger » [PRET]. Selon la philosophie du PRET, si une entreprise veut être concurrentielle sur les marchés étrangers, elle doit se préparer comme le ferait un coureur de fond avant un marathon. Ainsi, le PRET fournit une vaste gamme de services personnalisés en fonction des compétences et du niveau d'expérience des participants. Cette année, le programme, qui est offert dans 30 collèges communautaires du Canada, a déjà reçu 1 000 inscriptions.

Le programme PRET est un projet important qui a été conçu sur le modèle des programmes conjoints de formation gouvernement-entreprise mis en oeuvre depuis longtemps en Allemagne et au Japon.

À ce titre, le projet est financé par les gouvernements fédéral et provinciaux et soutenu par les associations d'affaires dont la Chambre de commerce du Canada, l'Association des exportateurs canadiens et l'Association des manufacturiers canadiens.

Ce projet traduit un niveau de coopération complètement nouveau dans les cercles canadiens de l'exportation. Il constitue un modèle que notre gouvernement veut étendre en y intégrant davantage de partenaires pour les petites et moyennes entreprises, notamment les banques et autres établissements financiers.

Comme il faut absolument que plus d'entreprises canadiennes s'engagent sur la voie de l'exportation, la participation accrue des banques et des autres établissements financiers du pays est fondamentale pour que de nation commerçante, le Canada devienne une nation de commerçants.

C'est dans cette optique qu'il y a un an, je me suis joint aux ministres des Finances et de l'Industrie lors d'une réunion avec les présidents des principales banques et de la Société pour l'expansion des exportations - ou SEE - l'organisme officiel de crédit à l'exportation du Canada. Lors de cette rencontre, nous avons discuté des mesures supplémentaires que nous pourrions prendre collectivement pour augmenter la capacité des entreprises canadiennes à l'exportation, notamment celle des petites entreprises.

Les problèmes sont bien connus. Les petites entreprises exportatrices doivent faire face à des exigences financières exceptionnelles ainsi qu'à d'importantes difficultés de financement. Les obstacles les plus fréquents sont l'accès au capital nécessaire pour assurer la croissance axée sur les